

Pau, le 10 mai 2023

ARRETE N°AP-2023-0206

**LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;  
Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.110-1 et suivants et R.415-6 ;  
Vu le Code Pénal ;  
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;  
Considérant la mise en place d'un régime de priorité sur la voie parallèle à la rue du Mohédan et débouchant sur la rue du Vignemale et la rue des frères Camors ;  
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, d'instaurer un régime de priorité à l'intersection formée par la voie non dénommée, la rue du Vignemale, et la rue des frères Camors ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Les conducteurs circulant sur la voie non dénommée parallèle à la rue du Mohédan et débouchant sur les rues des frères Camors et du Vignemale, doivent marquer un temps d'arrêt à la limite de la chaussée abordée, céder le passage aux véhicules roulant sur ces dernières voies et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

**ARTICLE 2** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire dite « Stop » par les Services Techniques Municipaux.

**ARTICLE 3** – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 5** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

**07 JUIN 2023**

  
Clarisse JOHNSON LE LOHER  
Pour le Maire et par délégation  
L'Adjointe au Maire